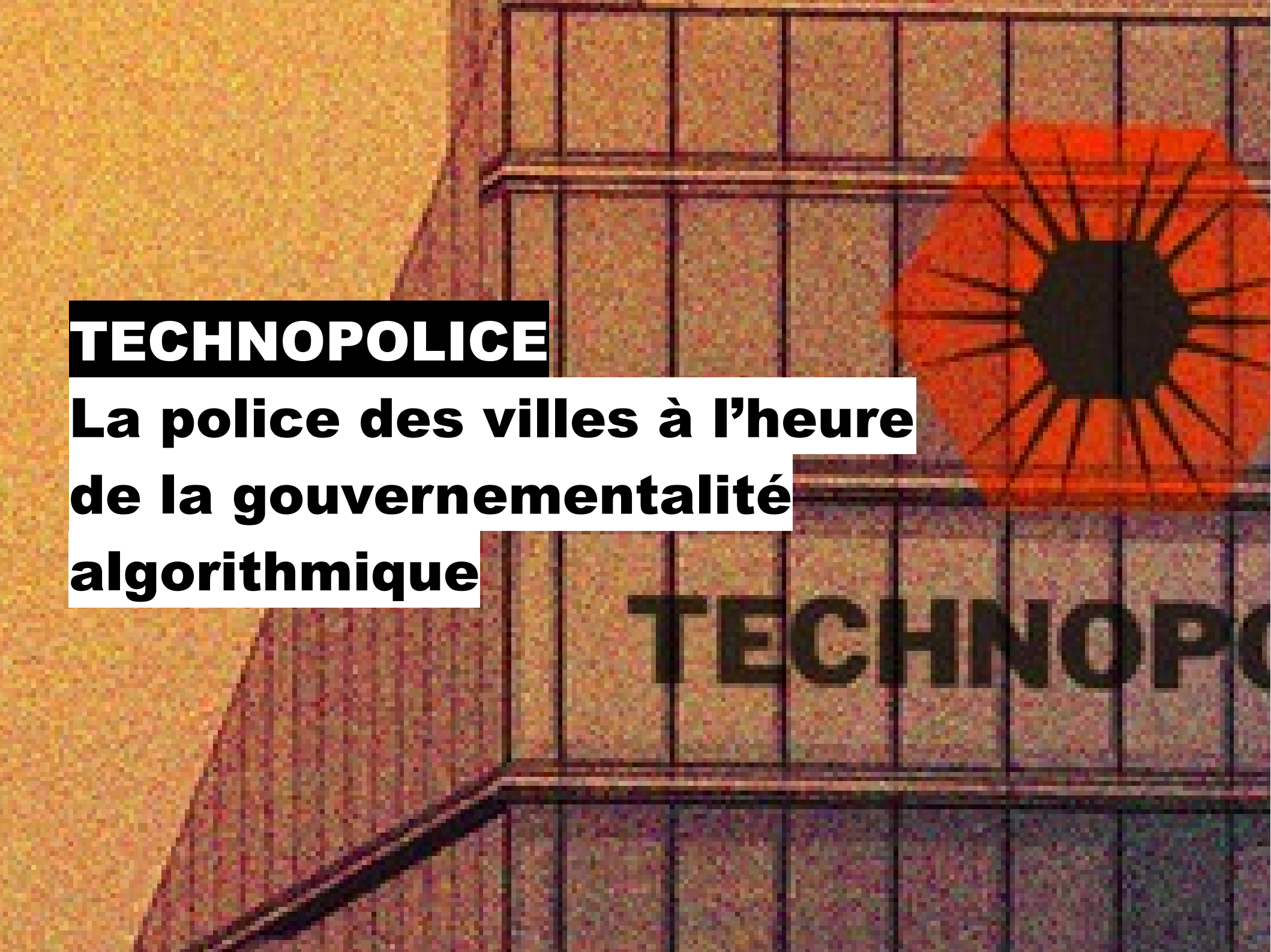
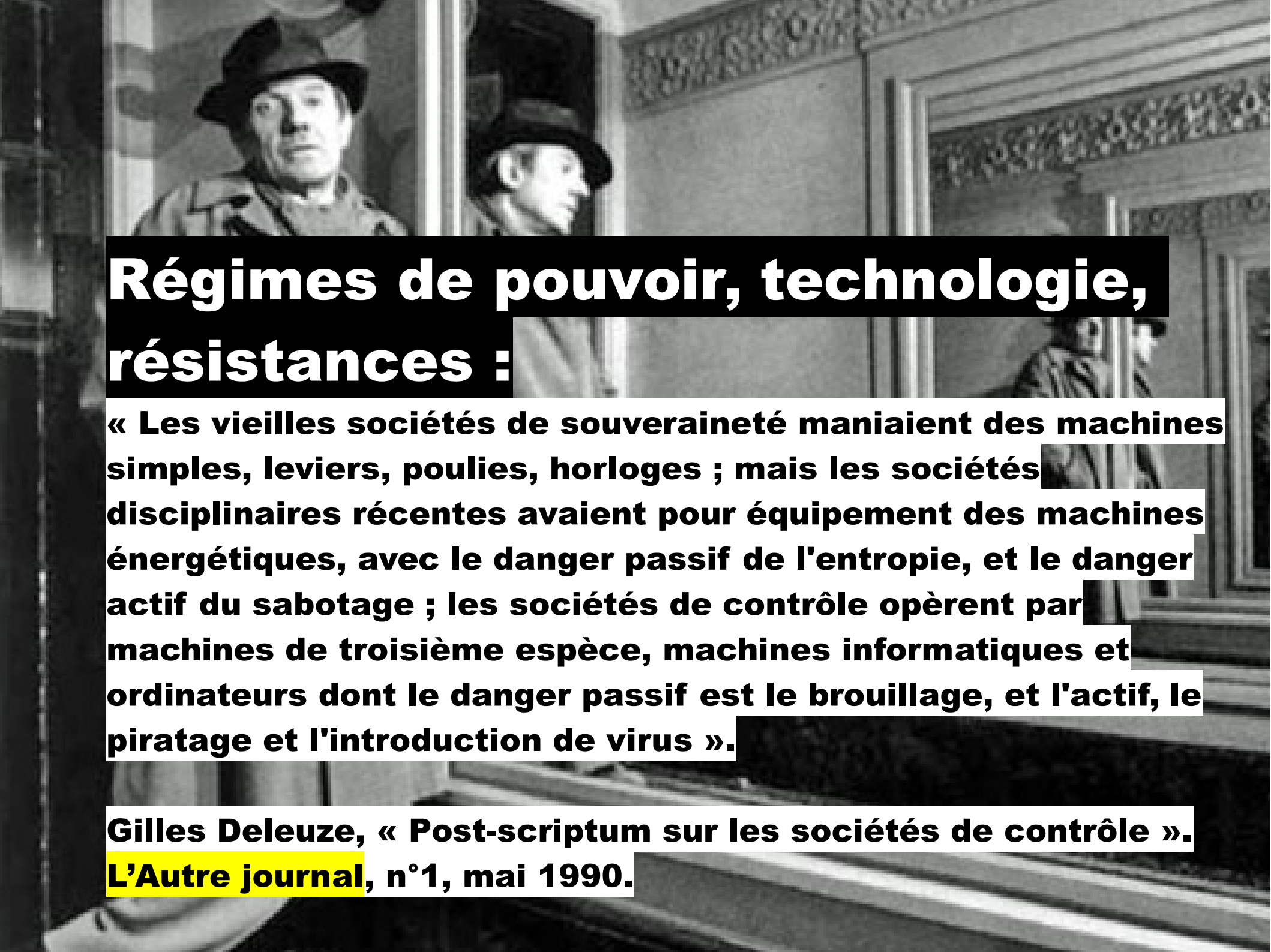




TECHNOPOLICE

**La police des villes à l'heure
de la gouvernamentalité
algorithmique**

TECHNOPO



Régimes de pouvoir, technologie, résistances :

« Les vieilles sociétés de souveraineté maniaient des machines simples, leviers, poulies, horloges ; mais les sociétés disciplinaires récentes avaient pour équipement des machines énergétiques, avec le danger passif de l'entropie, et le danger actif du sabotage ; les sociétés de contrôle opèrent par machines de troisième espèce, machines informatiques et ordinateurs dont le danger passif est le brouillage, et l'actif, le piratage et l'introduction de virus ».

Gilles Deleuze, « Post-scriptum sur les sociétés de contrôle ».
L'Autre journal, n°1, mai 1990.

A black and white photograph of a man in a trench coat and hat looking out a window. Another person is visible in the background, also looking out the window. The scene is set in a room with ornate architectural details.

Dans la société de contrôle...

« Il n'y a pas besoin de science-fiction pour concevoir un mécanisme de contrôle qui donne à chaque instant la position d'un élément en milieu ouvert, animal dans une réserve, homme dans une entreprise (collier électronique) (...) Ce qui compte n'est pas la barrière, mais l'ordinateur qui repère la position de chacun, licite ou illicite, et opère une modulation universelle ».



**Politiques urbaines et contrôle social :
une vieille histoire...**

**(Exemple des boulevards ouverts à Paris par Haussman
pour faciliter l'entrée des troupes et mater les
insurrections ouvrières)**



Vers un gouvernement informatisé des sociétés de masse...

(l'exemple de **Cybersyn dans le Chili
d'Allende)**

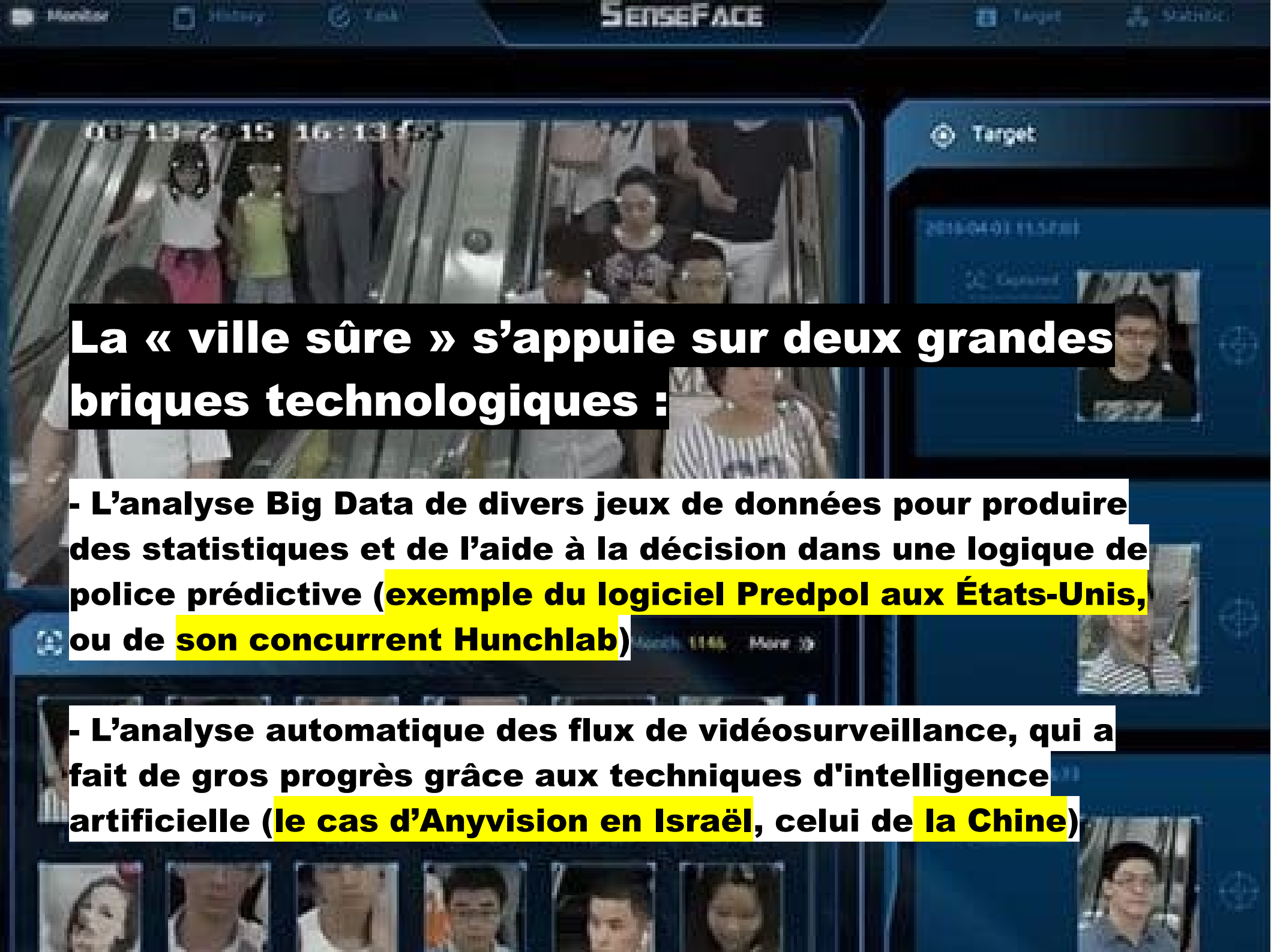


CENTRO DE OPERAÇÕES PREFEITURA DO RIO

Actualisations contemporaines De la « ville intelligente » à la « ville sûre »...

(L'exemple de **Rio de Janeiro**)





La « ville sûre » s'appuie sur deux grandes briques technologiques :

- L'analyse Big Data de divers jeux de données pour produire des statistiques et de l'aide à la décision dans une logique de police prédictive (exemple du logiciel Predpol aux États-Unis, ou de son concurrent Hunchlab)

- L'analyse automatique des flux de vidéosurveillance, qui a fait de gros progrès grâce aux techniques d'intelligence artificielle (le cas d'Anyvision en Israël, celui de la Chine)

Fin 2017, les médias parlent du crédit social et de la reconnaissance faciale en Chine, de Palantir et de la police prédictive aux États-Unis...

Actualités

← RETOUR À LA LISTE

**Pendant, ce temps là, à Marseille :
L'Observatoire Big Data de la
Tranquillité Publique est annoncé...**

Accueil » Not

Marseille : plateforme technologique de gestion des données pour mieux anticiper les risques

Occitanie - Marseille - 29.11.2017

Marseille, le 29 novembre 2017 - Exploiter la richesse d'informations contenues dans l'ensemble des données disponibles sur un territoire, afin de garantir de manière plus efficace la sécurité et la tranquillité publique des citoyens. Tel est l'objectif de la Ville de Marseille qui confie à ENGIE Ineo à travers Ineo Digital, entité spécialisée dans les services numériques, la réalisation d'un projet unique, basé sur une plateforme technologique de gestion des données massives (Big Data). Cet outil inédit d'aide à la décision comportera un volet communication avec le citoyen, et montera en puissance afin d'être pleinement opérationnel fin 2020.



Contactez-

Vous avez un p
formulaire...

ENVOYER UN MESSA

Aux origines du projet (2014)

UNION DES ENTREPRISES
usp
DE SÉCURITÉ PRIVÉE



Préventica
Congrès/Salons

UNION DES ENTREPRISES
usp
DE SÉCURITÉ PRIVÉE

Caroline Pozmentier - Ville de Marseille
Adjointe déléguée à la sécurité publique et
à la prévention de la délinquance

Préventica
CONGRÈS/SALONS



Discours de légitimation : L'innovation dans la Startup Nation

Christian Estrosi (maire de Nice, VP de la Région Sud) :

« [Il faut] faire vivre un éco-contexte favorable à l'innovation en renforçant ses collaborations avec de grands groupes industriels, des PME et des start-up locales, notamment liées au réseau de la French Tech, ainsi qu'avec le monde de la recherche et de l'enseignement ».

« La société de vigilance, c'est une société à l'israélienne, c'est une société où l'intelligence artificielle doit prendre toute sa part ».



Discours de légitimation

Discours sécuritaire

Constat d'une « urbanisation galopante à la surface du monde » / Des « menaces de plus en plus importantes » / La faute aux « risques naturels » qui peuvent être liés au dérèglement climatique, et les « risques d'origine humaine » (criminalité, terrorisme, etc.).

Il faut donc : « évaluer chaque situation pour pouvoir anticiper les incidents et les crises », identifier les « signaux faibles » afin de fournir une « aide à la planification », proposer des « prédictions sur base de scénarios », le tout dans le cadre d'une « gestion en temps réel » à travers l'exploitation du « maximum de données existantes » au sein d'un « centre d'hypervision et de commandement ».

Source : Convention d'expérimentation conclue entre Thales et la ville de Nice pour le projet Safe City

Finalités de l'outil marseillais de police prédictive

Anticiper la situation
future ou probable
(DEMAIN)

Source :

**CCTP Obs. Big Data
Marseille**

- Mise en place de cartographies des zones du territoire selon l'historique et la nature des faits constatés et déclarés
- Mise en place d'algorithme prédictif avec prédiction spatio-temporelle des risques d'occurrence d'incidents :
 - Analyse statistique prédictive des risques de survenance de faits
 - Mise en évidence des facteurs propices à augmenter le taux de délinquance (météo, heures de la journée, etc.)
- Détecter la préparation d'événements « sauvages » ou d'actes de délinquance, etc. (ex. apéro géants, marchés à la sauvette, rackets aux abords des écoles)
- Anticiper les risques / menaces susceptibles de porter atteinte à l'ordre public et à la sécurité des citoyens (ex. évaluation du risque de rassemblements dangereux par analyse des tweets, en s'appuyant sur l'identification des acteurs (qui parle?, qui agit?, qui interagit avec qui?), remontée des fils de conversation (qui organise ? qui est le primo-déposant ?))
- Détecter la concomitance d'événements issus de différentes sources (ville, préfecture, ...) planifiés en une même période et en un même lieu.
- Ces détections / anticipations doivent permettre de :
 - Anticiper les ressources nécessaires sur un événement futur
 - Empêcher l'organisation d'un événement donné le cas échéant

Données

(toujours le même outil)

Les données exploitées par l'outil d'analyse des données proviendront de différents « fournisseurs ». A ce jour 5 typologies de fournisseurs sont identifiées :

- La Ville de Marseille au travers de ses services contributeurs et fournisseurs de données ;
- Les partenaires externes en lien avec la tranquillité publique ;
- Le Crowdsourcing pour permettre à chaque citoyen de fournir en temps réel des informations (texto, vidéo, photo, vitesse de déplacement, niveau de stress, ...) via une application sur smartphone ou des objets connectés, et ainsi agir et s'impliquer dans la sécurité de sa ville encore plus qu'il ne peut aujourd'hui le faire avec les systèmes « Allô

Mairie » ou les « réunions CIQ » ;

- Les réseaux sociaux (Twitter, Facebook, etc.) pour récupérer les publications dont les thèmes ont un intérêt pour la sécurité de la ville de Marseille ;
- L' « Open Data » pour enrichir l'outil des données libres disponibles sur internet ou toute autre source.

Au cours de la vie du projet ou de l'outil, d'autres fournisseurs de données pourront venir étoffer cette liste au fil du temps. L'outil d'analyse de données devra être suffisamment flexible pour permettre ce type d'évolutions.

Un dispositif au stade de prototype mais évolutif...

Anticipation des situations futures

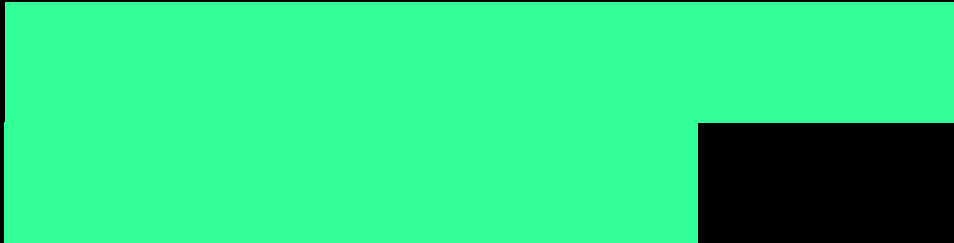
- Détecter les situations de crise ou urgentes
- Détecter et anticiper les risques qu'il s'agisse de menaces liées à des événements, des problèmes d'ordre public, de délinquance, etc.
- Gérer un déploiement par étape pour répondre aux évolutions fonctionnelles avec dans un 1^{er} temps les besoins directement liés aux prérogatives de la Police Municipale (gestion des événements, des stationnements / fourrière, etc.) en fonction des données déjà accessibles (analyses sur base de modèles statistiques)

Évolutivité fonctionnelle

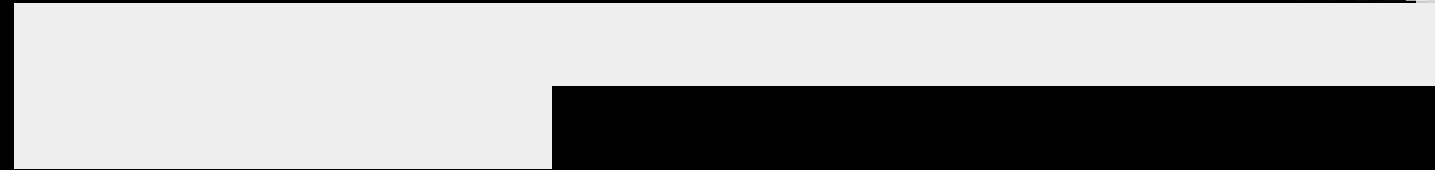
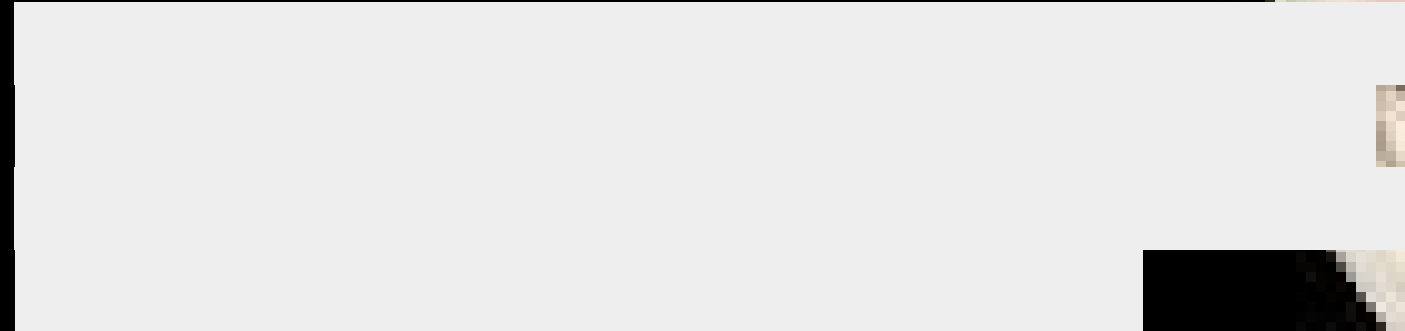
- ▶ Accepter les standards du marché (actuelles et à venir) en termes de solutions liées à la Tranquillité Publique pour permettre de faire évoluer leur besoin et compléter la couverture fonctionnelle de l'outil d'analyse (ex. Mise en œuvre de fonctionnalités prédictives de la délinquance)

Évolutivité technologie

- Prendre en compte les technologies actuellement utilisées par la Ville de Marseille dans ses activités de Tranquillité Publique
- ▶ Accepter les standards du marché en termes d'équipements technologiques actuels et à venir liés à la Tranquillité Publique (ex. Vidéo, Réseaux, ...)



Caroline Pozmentier, en charge du projet à la ville de Marseille, assure que « sur notre plate-forme, nous n'utiliserons que des données anonymisées ».



The background of the slide is a photograph of a cityscape, likely Rio de Janeiro, with a dense urban area in the foreground and middle ground, and a range of mountains in the background under a clear sky. The text is overlaid on this image.

Le renforcement des discriminations structurelles et de la sur-policierisation

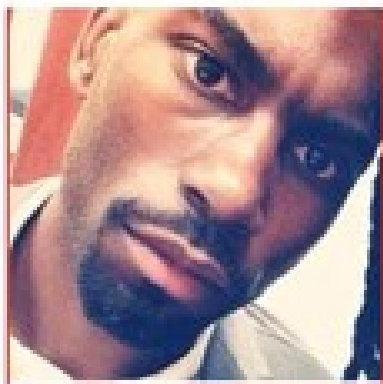
« Si les systèmes basés sur de l'algorithmie prédictive promettent de produire des résultats, ils sont aussi de formidables reproducteurs de biais. Plusieurs expériences ont par exemple démontré que les outils d'aide à la localisation des forces de l'ordre avaient tendance à renforcer certaines discriminations ».

(Rapport de prospective de la CNIL sur la Smart City, oct. 2017)

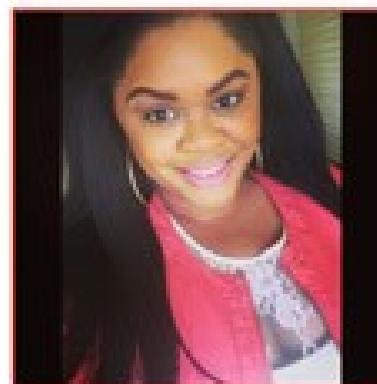
Réseaux sociaux sous surveillance :

Liberté d'expression vs. mise en fiche des militants

THREAT ACTORS



DeRay McKesson
@deray
Geo: **St. Louis**
(Currently Baltimore)
Severity: **HIGH**
Threat Type: **PHYSICAL**



Johnetta "Netta" Elzie
@nettaaaaaaaaaa
Geo: **St. Louis**
Severity: **HIGH**
Threat Type: **PHYSICAL**

REACH	HIGH
ENGAGEMENT	HIGH
ACTION	CONTINUOUS MONITORING
NOTES	One of the main coordinators of the protests -- affiliated with nowisthemovement.org , wetheprotestors.org and baltimoreuprising.org . Massive following. Facebook Email Instagram LinkedIn Personal Vine

REACH	HIGH
ENGAGEMENT	HIGH
ACTION	CONTINUOUS MONITORING
NOTES	One of the main coordinators of the protests -- affiliated with nowisthemovement.org , #ferguson and baltimoreuprising.org . Massive following. Facebook Email Instagram

Source : Black Lives Matter organizers were labeled as "threat actors" by a cybersecurity firm, **Motherjones** (août 2015).



Vidéosurveillance automatisée : cas d'usage (à Marseille)

Fonctionnalités	Événements/Objectifs
Analyse de scène statique	• Objets abandonnés • Individu au sol • TAG • Dépose sauvage d'ordures • Vol/Disparition/Destruction de mobilier urbain
Comptage de personnes/véhicules	
Détection périmétrique	• Franchissement de ligne/zone • Présence sur zones
Analyse de densité de foule	• Regroupements • Attroupement • Surveillance de manifestation sur jauge ..

Fonctionnalité	Événements/Objectif
Détection sonore	• Explosion • Coup de feu • Clameur de foule / Cris
Reconstitution d'événements (différé)	• Reconstituer le parcours d'un individu ou d'un véhicule à partir des archives de plusieurs caméras
Comportements anormaux	• Bagarre / Rixe • Maraudage • Agression
Lecture de plaques immatriculation LAPI / RAPI	• Recherche de véhicules sur critère minéralogique

Source :
FTP VSA
Marseille

Vidéosurveillance automatisée : cas d'usage (à Nice)



Source :

**Guide 2020 de la
vidéoprotection**

Intelligence artificielle

Le CSU dispose d'ores et déjà d'outils d'analyse vidéo comme la détection de maraudage, de regroupement de foule, de détection de colis suspects. De nouveaux algorithmes d'analyse d'objets sont en fonction comme la reconnaissance automatique de forme de véhicule ou de piéton. La Ville de Nice travaille à faire évoluer ces outils d'analyse vidéo vers des systèmes basés sur l'intelligence artificielle, dont les résultats sont aujourd'hui très prometteurs. Des expérimentations de ces nouvelles technologies au service de l'humain sont actuellement en cours :

- Classification automatique d'objets en mouvement permettant des recherches automatisées en temps réel ou différé.
- Détection automatique d'événements violents dans les transports.
- Analyse d'émotion.
- Poursuite automatique d'un individu préalablement ciblé.
- Détection d'incidents de circulation pour analyse et prédiction de l'accidentologie.



Prolifération de la reconnaissance faciale comme nouveau mode d'identification

(Parafe, TAJ, TES, fichiers de l'immigration, Alicem, carte d'identité biométrique, etc.)



NOTE DU CREOIGN

Centre de Recherche de l'Ecole des Officiers de la Gendarmerie Nationale

Numéro 1001 **« Sous réserve d'algorithmes exempts de biais, [la reconnaissance faciale] pourrait mettre fin à des années de polémiques sur le contrôle au faciès puisque le contrôle d'identité serait permanent et général. De même, elle permettrait une réactivité accrue pour les recherches de personnes vulnérables ou la traque de délinquants en fuite. Elle serait également de nature à instaurer un auto contrôle limitant les incivilités (respect du code de la route, déjections animales, dépôts d'ordure) sur le modèle du crédit social chinois. »**

RECONNAISSANCE FACIALE : CONTRÔLES PRÉVENTIFS SUR LA VOIE PUBLIQUE, L'ENJEU DE L'ACCEPTABILITÉ

(Note du Centre de Recherche de l'École des Officiers de la Gendarmerie nationale, septembre 2019)

Le CREOIGN a été créé en 2014 pour accompagner la Gendarmerie nationale dans son développement technologique. Les solutions techniques proposées ont été conçues pour répondre aux besoins du grand public restant marginaux. Aujourd'hui, la technologie de reconnaissance faciale s'est banalisée dans les usages commerciaux et elle gagne

Si tant est qu'elle atteigne un niveau de fiabilité acceptable, la plus-value policière de cette technologie ne fait aucun doute. Elle vient consacrer la démarche d'anthropométrie judiciaire entamée il y a 150 ans pour identifier les auteurs de troubles qui, auparavant, étaient marqués au fer rouge pour les plus dangereux. L'intérêt de cette technologie est d'exécuter systématiquement et automatiquement les actes de base des forces de l'ordre que sont l'identification, le suivi et la recherche d'individus en rendant ce contrôle invisible. Sous réserve d'algorithmes

A photograph of a modern, multi-story office building with a glass and metal facade. The word "THALES" is prominently displayed in large, white, three-dimensional letters on the upper right side of the building. The building features a mix of blue-tinted glass windows and grey metal panels. A large, rectangular opening in the facade reveals an interior space with yellow walls. The sky is a clear, light blue.

THALES

**La Safe City, symptôme de la
collusion entre l'État et les
industriels de la sécurité**



Un marché en pleine expansion :

En 2018, le marché de la Smart City était estimé à 71,3 milliards de dollars. Les études de marché prévoient 18,9% de croissance entre 2019 et 2025 (237 milliards de \$).

Le marché mondial de la sécurité a représenté, tous secteurs confondus, 629 milliards d'euros en 2018, en hausse de 7 % (deux fois la croissance mondiale).

Et comme l'explique Pierre Cunéo, ancien chef de cabinet d'une ministre socialiste, désormais directeur de la stratégie et de la recherche chez Thales :

« Pour l'instant pas une ville ne demande de tout mettre en réseau (...). Tout cela ne concerne que la sécurité. Les budgets des villes ne permettent pas encore d'aller plus loin ».

Les financements de la recherche publique ont joué (et jouent encore) un rôle clé dans le développement de ces technologies (11 Mds d'euros pour la sécurité entre 2014 et 2020)

Oct 27, 2017

Security for smart and safe cities, including for public spaces

ID: SU-INFRA02-2019

Focus area: Boosting the effectiveness of the Security Union (SU)

Type of action:

◦ IA Innovation action Deadline Model : single-stage Opening: **14 March 2019** Deadline: **22 August 2019 17:00:00 Brussels time**

Open

Horizon 2020



Horizon 2020 Website



Work programme:



Secure societies - Protecting freedom and security of Europe and its citizens

Work programme year: H2020-2018-2020



Call name: Protecting the infrastructure of Europe and the people in the European smart cities | **Call ID:** H2020-SU-INFRA-2018-2019-2020



See budget

Désormais, les expérimentations « grandeur nature » sont mises en œuvre, et diverses agences publiques apportent d'importantes subventions



Communiqué de presse

Investissements d'Avenir

Le projet innovant SafeCity, pour renforcer la sécurisation des villes intelligentes sur le territoire, obtient un financement du Programme d'Investissements d'Avenir (PIA)



SafeCity, projet de recherche et développement collaboratif sur 3 ans, obtient un financement de 10,9 millions d'euros sous forme de subventions et d'avances récupérables via un appel du Programme d'Investissements d'Avenir (PIA) opéré par Bpifrance.

Face à l'accroissement des risques, la filière des industries de la sécurité a identifié le besoin de développement de produits et services innovants destinés à assurer la sécurité des villes intelligentes.

The background of the slide features a stylized city skyline in dark blue/black with white outlines. A large, solid black sunburst with many sharp rays is centered behind the text. The entire scene is set against a solid orange background.

La campagne Technopolice

Un outil : l'accès aux documents administratifs

Pour lutter contre une opacité systémique et la stratégie du fait accompli



Délégation Générale Adjointe du Numérique et des
Systèmes d'Information

Création d'un outil Big Data de la Tranquillité Publique et prestations d'accompagnement (2 lots)

Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP)

Table des matières

1. Contexte du projet.....	4
1.1. Objectifs du projet.....	4
1.2. Enjeux du projet.....	5
1.3. Les acteurs du projet.....	6
1.3.1. Généralités.....	6
1.3.2. Acteurs Ville de Marseille.....	7
1.3.2.1. La Délégation Générale à la Sécurité (DGSEC).....	8
1.3.2.2. La Direction Générale Adjointe du Numérique et des Systèmes d'Information.....	8

De premières actions en justice, d'autres à venir

RECONNAISSANCE FACIALE : UN RECOURS POUR FAIRE BARRAGE À LA SURVEILLANCE BIOMÉTRIQUE

19 février 2019



Quatre organisations – La Q et la Fédération des Conseils [recours](#) devant le tribunal administratif de Marseille autorisant la mise en œuvre

SAFE CITY À MARSEILLE : PREMIER RECOURS CONTRE LA VIDÉOSURVEILLANCE AUTOMATISÉE

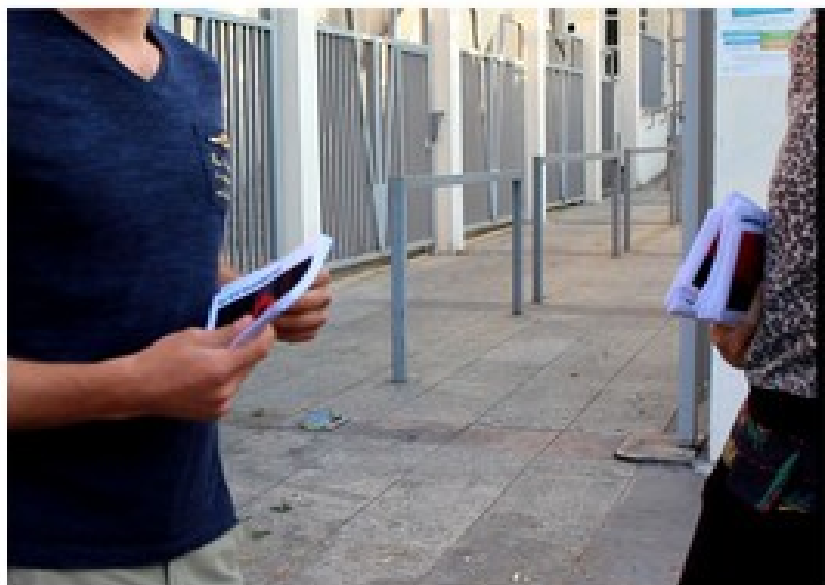
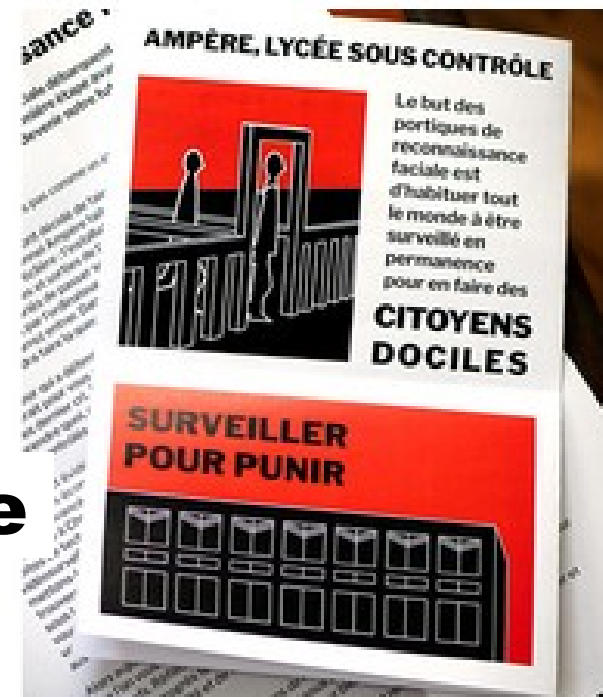
20 janvier 2020



Nous venons de déposer, avec la Ligue des droits de l'Homme, un [recours](#) en référé devant le tribunal administratif de Marseille pour lui demander d'annuler l'installation dans la ville d'un dispositif de vidéosurveillance automatisée (appelé « vidéoprotection intelligente »). Ce dispositif, décidé par la ville de Marseille, prévoit la mise en place de nouvelles



**De premières actions de rue
(vidéo), d'autres à venir...**



Un site Web (www.technopolice.fr)

Un site conçu comme une vitrine du travail collectif, ressource documentaire, outil de mobilisation (guides, supports visuels, actus et analyses, etc.).



Actu

Technologies

Villes

Forum

Se mobiliser

TECHNOPOLICE

Un forum

(NodeBB sur forum.technopolice.fr)

pour que chacun (citoyens, militants, chercheurs, journalistes, etc.) puisse se mobiliser, partager la veille, se coordonner, débattre des stratégies...



TECHNOPOLICE



4 sur 8



Répondre Citer



Marne 28 mai 2019 à 16:56

Une base de données documentaire (Uwazi sur data.technoplice.fr) pour répertorier et rendre accessible tous les documents en lien avec les projets de Safe City (documents administratifs, rapports, lois, jurisprudence, supports militants)

Uwazi Technoplice

EN FR

Search

14 documents sorted by: [Date d'ajout \(Recently\)](#)

[Search tips](#)

[14](#)

Lannion - Expérimentation d'installation de traceurs dans les rues

Domaine(s)
Statistiques Big Data

Commandité par
[Ville de Lannion](#)

Entreprise(s) prestataire(s)
[Eco-Compteur](#)

Date d'ajout
13 sept. 2019

[Projets](#)

[View](#)

Nice - Application de dénonciation citoyenne Reporty

Commandité par
[Ville de Nice](#)

Lié à
[Avis CNIL Reporty 20180723](#)

Date d'ajout
13 sept. 2019

[Projets](#)

[View](#)

Département des Yvelines - Vidéosurveillance Intelligente

Domaine(s)
Vidéosurveillance automatisée

Commandité par
[Département des Yvelines](#)

Financé par
[Département des Yvelines](#)

Date d'ajout
13 sept. 2019

[Projets](#)

[View](#)

Paris - Expérimentation Vidéosurveillance Intelligente sur le réseau RATP

Domaine(s)

Expérimentation Safe City à La Défense

Domaine(s)
Statistiques Big Data, Vidéosurveillance automatisée

Toulouse - Vidéosurveillance Intelligente avec IBM

Domaine(s)

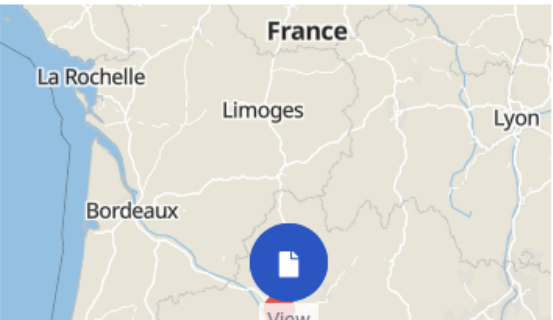
Toulouse - Vidéosurveillance Intelligente avec IBM

[Projets](#)

Domaine(s)
Vidéosurveillance automatisée

Domaine(s)
Police et justice
Technologies, innovation, R&D

Geolocation



[View](#)

Une plateforme dédiée à l'envoi sécurisé de documents confidentiels

(SecureDrop sur <http://3hvdw2twgf3l47os.onion>) pour inviter les personnels des administrations publiques et privées liées aux Safe City à nous aider à documenter ces projets



SECUREDROP

Share and accept documents securely.

SecureDrop is an open source whistleblower submission system that media organizations and NGOs can install to securely accept documents from anonymous sources. It was originally created by the late Aaron Swartz and is now managed by **Freedom of the Press Foundation**. SecureDrop is available in **18 languages**.

Get SecureDrop at your organization >

**Après un certain attentisme (source),
la CNIL a bloqué deux projets locaux en
octobre 2019**



Des micros dans la rue : la CNIL tire les oreilles (intelligentes) de Saint-Etienne



Olivier Tesquet

Publié le 29/10/2019, Mis à jour le 29/10/2019 à 09h47.

LIBERTÉS PUBLIQUES

La Cnil juge illégale la reconnaissance faciale à l'entrée des lycées

28 OCTOBRE 2019 | PAR JÉRÔME HOURDEAUX

La Région Sud avait demandé à la Cnil d'analyser son projet d'installation de dispositifs biométriques à l'entrée de deux lycées situés à Nice et à Marseille. « *Ce dispositif ne saurait être légalement mis en œuvre* », affirme la Commission dans sa réponse, obtenue par Mediapart.

Le gendarme des données personnelles a adressé un avertissement à la métropole de la Loire, qui a développé un système d'écoute dans l'espace public.

Mais elle sert souvent d'alibi, et doit aussi faire face à une pression politique très forte...

tribune libre

«Criminalité, délinquance: les choix dogmatiques de la Cnil.» La tribune de Christian Estrosi et Bertrand Ringot

Christian Estrosi et Bertrand Ringot · 24 décembre 2019 à 06h00

Les maires de Nice (Alpes-Maritimes) et Gravelines (Nord), respectivement président et président délégué de la Mission pour l'économie numérique, la conduite et l'organisation des territoires (Ecoter), accusent la Commission nationale de l'informatique et des libertés de freiner toute expérimentation en matière de reconnaissance faciale



Renaud Muselier ✓
@RenaudMuselier

Rencontre avec la [#Présidente](#) de la [@CNIL](#) ce matin à [#Paris](#) pour essayer de bâtir un partenariat avec [@Regionsdefrance](#).

Nous signerons une convention pour améliorer le traitement des données.

Nous travaillons également sur le dossier de la comparaison faciale !



... ainsi qu'aux demandes des milieux de la sécurité et des industriels **(extraits de Milipol 2019)**

« La biométrie, le croisement de données et la reconnaissance faciale sont des réelles aides pour les forces de l'ordre (...) L'ensemble des services discutent de l'utilisation de la reconnaissance faciale depuis un grand nombre d'années. Il faut désormais encadrer son utilisation, trouver la manière de mettre cette aide à la qualité de l'enquête à disposition du plus grand nombre de missions de prévention. ».

Patrick Guyonneau, directeur technique de la DGSI (source)

« Il y a un travail à faire du côté des parlementaires pour faire évoluer certains textes et permettre à ce monde industriel de finaliser les processus technologiques qui seront mis en œuvre lors des Jeux olympiques ».

Gérard Lacroix, délégué général adjoint du GICAT (Groupement des Industries Françaises de Défense et de Sécurité Terrestres et Aéroterrestres) (source)



La suite ?

Le gouvernement semble déterminé à faire adopter une loi d'expérimentation. Et promet une pseudo-consultation



Cédric O : « Expérimenter la reconnaissance faciale est nécessaire pour que nos industriels progressent »

Le secrétaire d'Etat au numérique annonce au « Monde » vouloir créer, en coordination avec la Commission nationale de l'informatique et des libertés, une instance de supervision et d'évaluation.

TRIBUNE

Didier Bachère
Député (LRM) des Yvelines

Stéphane Séjourné
Député européen (Renew Europe)

« Pour une reconnaissance faciale éthique »

Oui, cette technologie représente des opportunités commerciales multiples, mais il est nécessaire d'entamer une réflexion sur les modalités de son utilisation, estiment les députés Didier Baichère et Stéphane Séjourné, dans

Le piège du moratoire

(option de la Commission européenne et de députés LREM)

Cela rassure les sceptiques, rembarre les critiques, tout en permettant que, pendant ce temps, « on expérimente pour que les industriels progressent ». Les agences de sécurité auraient aussi carte blanche pour tester ces technologies. Puis, dans cinq ans, une fois le gros de la controverse passée, une fois la technologie installée dans le paysage, on définira les « encadrements appropriés » dans une loi pérenne.



Paula Forteza ✓
@PaulaForteza

📣 Pour ne pas subir le développement des acteurs à part entière de la transition nous demandons :

- ➡ moratoire sur reco faciale à des fins d'identification dans l'espace public
- ➡ débat public sous forme de convention

liberation.fr/debats/2019/12...

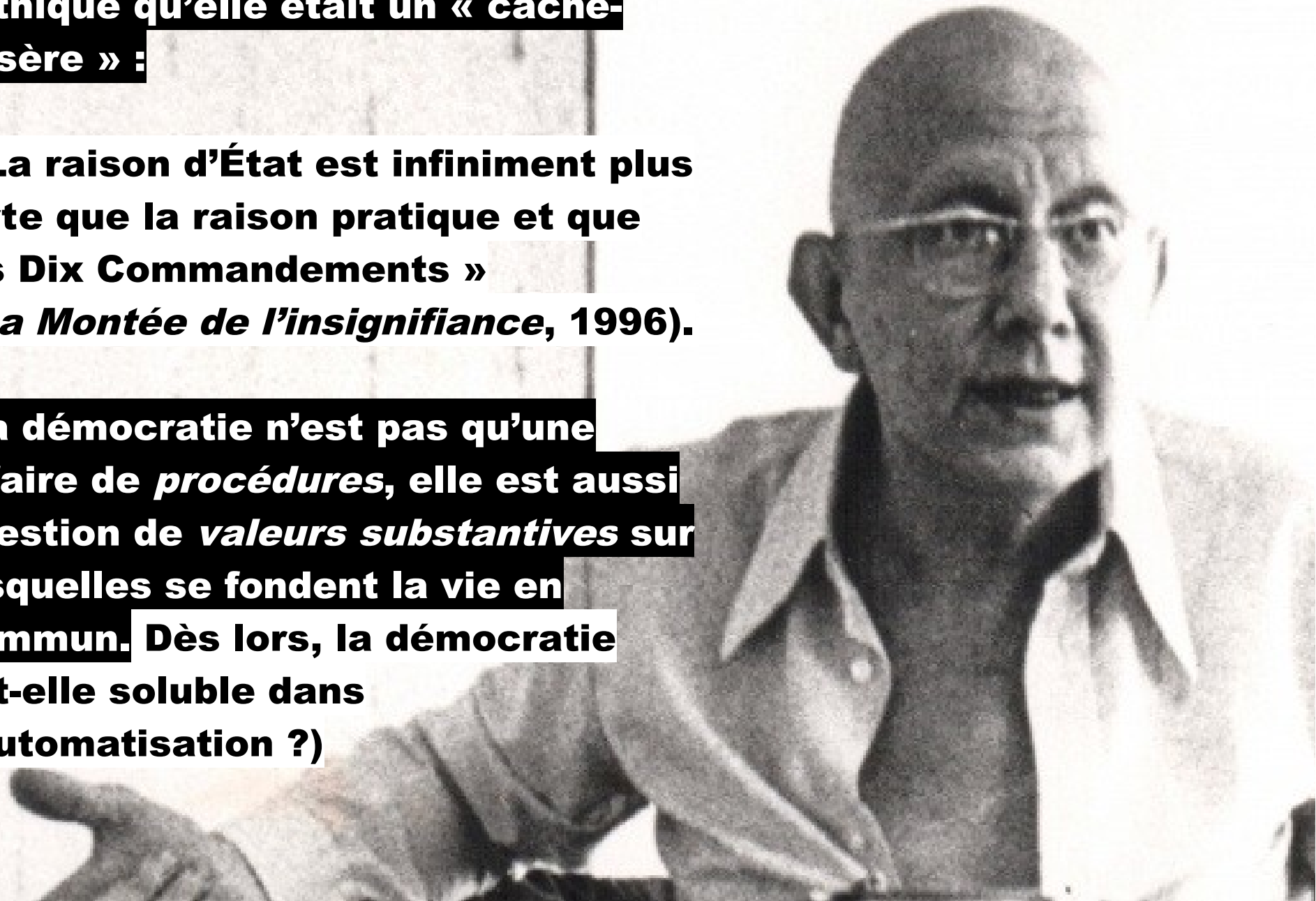
The European commission is expected to announce the ban this month, covering the use of the technology in stations, stadiums and shopping centres and lasting three to five years, to allow regulators time to assess the impact of the fast-developing technology.

Building on these existing provisions, the future regulatory framework could go further and include a time-limited ban on the use of facial recognition technology in public spaces. This would mean that the use of facial recognition technology by private or public actors in public spaces would be prohibited for a definite period (e.g. 3-5 years) during which a sound methodology for assessing the impacts of this technology and possible risk management measures could be identified and developed. This would safeguard the rights of individuals, in particular against any possible abuse of the technology. It would be necessary to foresee some exceptions, notably for activities in the context of research and development and for security purposes (subject to a decision issued by a relevant court). By its nature, such a ban would be a far-reaching measure that might hamper the development and uptake of this technology. The Commission is aware of this and is working to ensure that the ban is not too broad and that it is possible to find a balance between the need for security and the need for privacy.

Cornelius Castoriadis disait de l'éthique qu'elle était un « cache-misère » :

**« La raison d'État est infiniment plus forte que la raison pratique et que les Dix Commandements »
(*La Montée de l'insignifiance*, 1996).**

(La démocratie n'est pas qu'une affaire de *procédures*, elle est aussi question de *valeurs substantives* sur lesquelles se fondent la vie en commun. Dès lors, la démocratie est-elle soluble dans l'automatisation ?)



Crise de la raison
Crise de la science
Crise de la démocratie

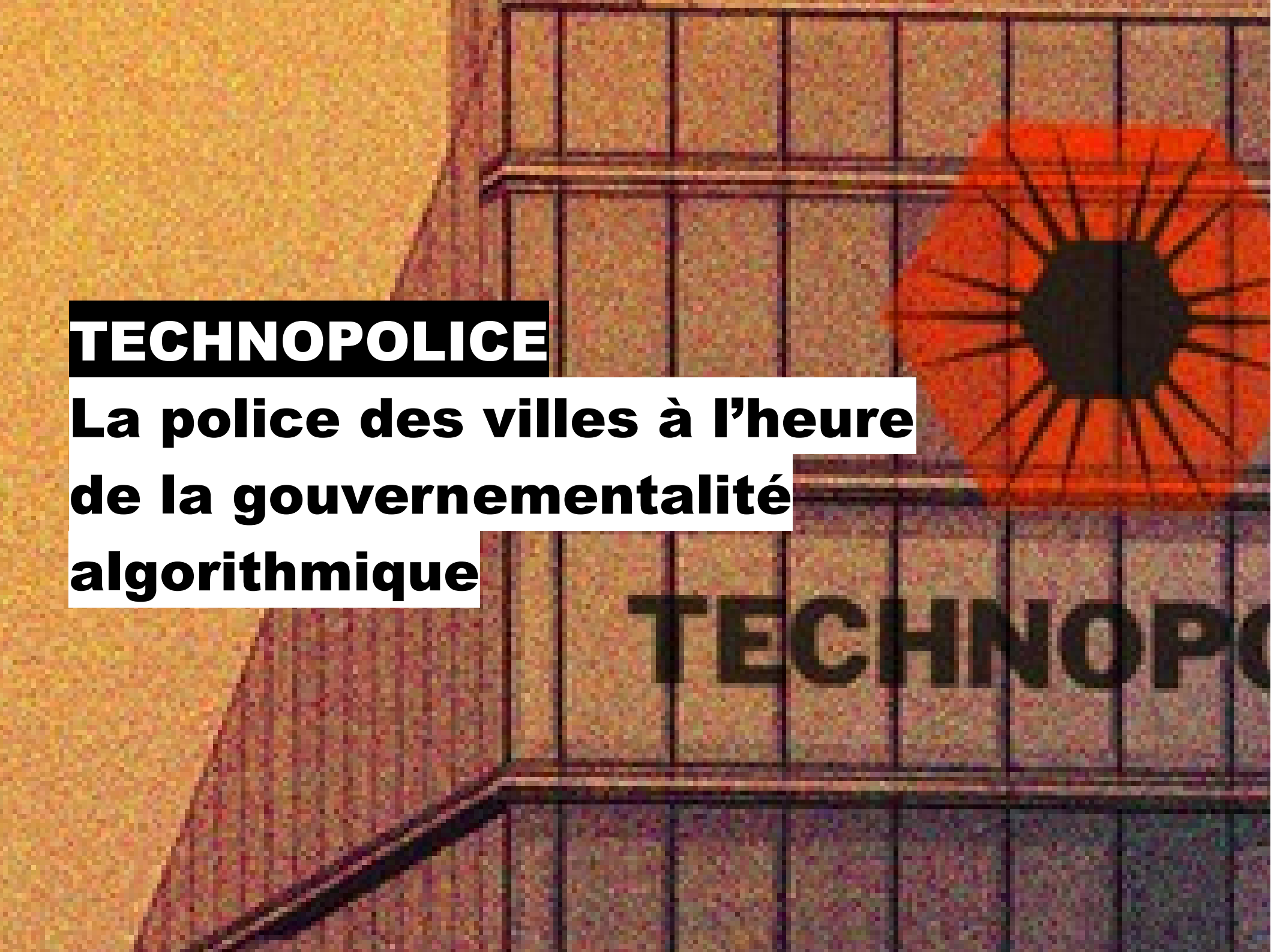
«(...) les relations entre croissance des capacités et croissance de l'autonomie ne sont pas aussi simples que le XVIIIème siècle pouvait le croire. On a pu voir quelles formes de relations de pouvoir étaient véhiculées à travers des technologies diverses (qu'il s'agisse des productions à fins économiques, d'institutions à fin de régulations sociales, de techniques de communication) : les disciplines à la fois collectives et individuelles, les procédures de normalisation exercées au nom du pouvoir de l'État, des exigences de la société ou des régions de la population en sont des exemples. L'enjeu est donc : comment déconnecter la croissance des capacités et l'intensification des relations de pouvoir ».

Foucault

« Qu'est-ce que les Lumières ? » (1984)

**Rouvrir nos imaginaires à la
nécessité d'une désescalade
technologique, affirmer notre
refus de l'informatique de
contrôle dans ses multiples
incarnations**





TECHNOPOLICE

**La police des villes à l'heure
de la gouvernamentalité
algorithmique**

TECHNOPO